

Paul Magnette et le PS prennent la main

Le président du Parti socialiste a été nommé informateur par le Roi. Pour tester une coalition arc-en-ciel? Certains imaginent un jeu de dupes destiné à rassurer la base du parti.

MATHIEU COLLEYN

Après le clash PS-N-VA qui a suivi la demande des deux préformateurs Rudy Demotte (PS) et Geert Bourgeois (N-VA) d'être déchargés de leur mission, la balle est passée dans le camp du Palais royal, qui a suspendu sa décision en attendant d'entendre les partis qu'il juge susceptibles de participer au futur exécutif fédéral. Dès ce mardi soir, il prenait sa décision. Au revoir le duo Demotte/Bourgeois, bonjour Paul Magnette informateur royal. Le président du PS est invité à rendre un premier rapport le 18 novembre. Voilà qui devrait sonner le glas, au moins temporairement, d'un axe PS/N-VA qui n'a pu se concrétiser durant les cinq mois qui nous séparent des élections.

Plantons à nouveau le décor. Jusqu'à lundi, six partis étaient associés à la construction d'une nouvelle majorité parlementaire: PS, N-VA, MR, Open Vld, sp.a et CD&V. Depuis le 26 mai, la plupart des discussions, d'abord durant l'information menée par Didier Reyniers et Johan Vande Lanotte, ensuite pendant la période de préformation aujourd'hui suspendue, avaient pour but avoué de rapprocher les deux plus grands partis du sextet, la N-VA et le PS. Ces deux-là ne sont pas parvenus à s'entendre. Depuis lundi soir, le Roi Philippe a vu les six partis précités ainsi que les écologistes, du Nord comme du Sud, qui étaient sortis de piste à la fin de l'été vu leur refus catégorique d'entamer la moindre discussion avec la N-VA. Le jeu s'ouvre donc à autre chose qu'un axe PS/N-VA. Quelles conclusions en tirer?

À écouter les responsables PS et N-VA qui se sont exprimés lundi et mardi, le scénario de la poursuite de la préformation paraissait peu probable. Lundi, Paul Magnette a parlé d'impasse. Il a fustigé les nationalistes qui, d'une part, ont remis sur la table leur volonté de refonte de l'État belge, pourquoi pas vers une forme de confédéralisme dont au passage personne ne veut vraiment en dehors de la N-VA, et, d'autre part, n'entendraient pas parler des demandes sociales du PS. Côté PS, certains évoquent une radicalisation soudaine de la N-VA alors que le dossier institutionnel avait été plutôt absent des débats qui ont eu lieu lors de l'information Reyn-



Dans le sens de la lecture: John Crombez (sp.a), Sophie Wilmès (MR), Gwendolyn Rutten (Open Vld), le duo Jean-Marc Nolle-Rajae Maouane (Ecolo), Meyrem Almaci (Groen) et Koen Geens (CD&V) ont été reçus par le Roi Philippe ce mardi. © BELGA/PHOTO NEWS

ders/Vande Lanotte. Côté N-VA, on attaque le PS, l'accusant de vouloir jeter au bac le programme des nationalistes. L'impasse, disait-on. Les socialistes ne cessent par ailleurs de demander l'étude d'une formule majoritaire qui ne comprendrait pas les 25 sièges de la N-VA. En tant qu'informateur, Paul Magnette dispose les coudées franches pour tenter l'aventure

Tentative d'arc-en-ciel pour servir le PS?

Quelle serait l'option? tenter une alliance arc-en-ciel (socialistes, libéraux, écologistes), éventuellement élargie au CD&V, voire même au cdH, qui a choisi l'opposition mais peut toujours changer d'avis dans l'intérêt supérieur de l'État. L'arc-en-ciel sans les sociaux-chrétiens ne jouirait d'une majorité que d'un siège seulement à la Chambre, ce qui paraît peu praticable. Pour l'heure, cette formule s'oppose à un mur: elle ne dispose pas de

«Que CD&V et Open Vld arrêtent de se scotcher à la N-VA: d'autres coalitions sont possibles.»

AHMED LAAOUEJ
CHEF DE GROUPE PS À LA CHAMBRE

majorité dans le groupe flamand de la Chambre. De cela, CD&V et Open Vld ne veulent pas. Reléguer la N-VA dans l'opposition les met mal à l'aise. C'est un euphémisme. Reste que le Palais pourrait tester une telle option dans le seul but de permettre au PS de bien montrer à sa base qu'il a tout mis en œuvre pour éviter une alliance avec la N-VA avant d'éventuellement renouer le contact.

Ce jeu de rôle possible attise les soupçons dans les autres partis. Il faut cependant rappeler que dès l'annonce des résultats des élections, Elio Di Rupo, alors président du PS, avait appelé à exclure la N-VA. Ahmed Laaouej, chef de groupe PS à la Chambre, a appelé mardi le CD&V et l'Open Vld à se «désotcher» de la N-VA afin de donner une chance à une coalition excluant les nationalistes de se concrétiser. La tâche s'annonce pour le moins ardue et l'échéance du 18 novembre ne laisse que peu de temps à Paul Magnette.

PS et MR ressortent les couteaux au Fédéral

Même s'ils ont convolé dans un mariage de raison en Wallonie et en Fédération Wallonie-Bruxelles, les deux partis ne se ménagent pas à l'échelon fédéral. Les critiques par médias interposés se multiplient depuis lundi.

Dans le contexte actuel, la séquence a son importance. Lundi matin, le président du MR et ex-Premier ministre, Charles Michel, s'en est pris aux deux plus grands partis du pays, qu'il tient pour responsables du blocage des discussions en vue de former un gouvernement fédéral. Le PS en a particulièrement pris pour son grade, accusé de «nonchalance coupable» et de «lâcheté».

Assez logiquement, la réaction ne s'est pas fait attendre. Le nouveau président du PS, Paul Magnette, n'a pas manqué de riposter. «Il y a 5 ans, pour pouvoir gouverner avec la N-VA, Charles Michel a lui choisi de renier ses engagements», a-t-il dit sur le plateau de la RTBF, faisant référence notamment au saut d'index et à la hausse de la TVA sur l'électricité. «Sans compter qu'il s'en va aujourd'hui pour occuper des fonctions européennes. Il quitte son rôle de Premier ministre en plein dans la tempête, avant la fin de son mandat. Je crois qu'il est assez mal placé pour donner des leçons de responsabilité», a

«Charles Michel peut défendre un bilan. Et dire qu'au moins, avec lui, il y avait un gouvernement.»

VINCENT LABORDERIE
POLITOLOGUE, UCLouvain

ajouté le nouvel homme fort des socialistes. Il a reçu le soutien de Jean-Claude Marcourt, qui a qualifié de «scandaleux» les propos de Charles Michel. Pour lui, «le MR doit faire son examen de conscience et venir avec des propositions concrètes».

Par la voix de son chef de groupe à la Chambre, Benoît Piedboeuf, le MR a dénoncé les «attaques personnelles» à l'encontre de Charles Michel. «Paul Magnette joue la politique de la terre brûlée. Alors que le Roi consulte, ce n'est pas le moment de jeter de l'huile sur le feu», a-t-il souligné.

Michel vs Magnette

Que faut-il en penser? Interrogé, Vincent Laborderie, politologue à l'UCLouvain, explique que «de manière générale, la relation entre Charles Michel et le PS est compliquée depuis quelques années maintenant. Et plus encore entre lui et Paul Magnette».

En cause? Le choix des socialistes, en 2014, de mettre sur pied des exécutifs excluant les libéraux, d'après le spécialiste. «À cela s'ajoute la prise de bec entre les deux hommes en comité de concertation.» On est alors en 2015. Entités fédérées et Fédéral se rencontrent. Les premières viennent de découvrir que la nouvelle loi de financement imaginée par le second leur fera perdre quelque 750 millions d'euros – ce qui

n'aboutira finalement pas. Paul Magnette craque et tacle: «Ça va, Charles, tu peux nous effacer ton sourire narquois!» «Paul, ressaisis-toi», lui rétorque le visé. Un épisode qui a marqué les esprits.

Et qui se rappellerait aux souvenirs de chacun aujourd'hui. Après tout, Paul Magnette vient de prendre la présidence du PS. «Il a donc une volonté de s'affirmer médiatiquement dès le début», analyse Vincent Laborderie.

Mais vouloir n'est pas pouvoir. Car «Charles Michel est paradoxalement dans une position assez confortable. Lui peut défendre un bilan. Et dire qu'au moins, avec lui, il y avait un gouvernement. Même si c'était avec la N-VA, souligne le politologue. Ce qui est beaucoup plus compliqué pour le PS». Et pour cause, une alliance avec les nationalistes, si elle avait déjà de quoi transformer le MR en punching-ball pour l'opposition francophone, serait particulièrement dommageable pour un PS sorti affaibli le 26 mai.

D'autant que, et ça ne simplifie rien, «le Parti socialiste est prisonnier de sa propre communication des cinq dernières années» avec des formules comme «jamais avec la N-VA», la «coalition kamikaze»... et un Paul Magnette qui n'entend vraisemblablement pas placer le PS davantage au centre.

SIMS

3

Questions à

PASCAL DELWIT
Politologue (ULB)

1 Paul Magnette, un choix logique?

Il est lié à la position du PS et de Paul Magnette, à savoir que s'associer avec la N-VA n'est pas la seule solution, qu'une autre voie est possible – en l'occurrence une coalition arc-en-ciel, peut-être élargie au CD&V. Le message a été entendu au Palais. Au PS désormais de voir si c'est possible.

2 Le contexte est-il favorable pour étudier cette coalition?

Non. D'une part, les positions sont assez exacerbées à ce stade quand, d'autre part, deux élections importantes vont avoir lieu dans un futur serré pour désigner les futurs présidents au CD&V et au MR. Ce n'est pas nature à permettre de connaître ses vrais interlocuteurs. Et ça ne facilite pas l'idée d'une montée des démocrates-chrétiens à bord. Même s'il est clair que le premier parti à convaincre, c'est d'abord l'Open Vld.

3 Quelles sont les chances d'aboutir à du concret?

Il faut avoir un esprit très ouvert sur les chances de réussite, même si elles sont faibles. La donne est complexe. Mais deux éléments aident: un, quand le CD&V et l'Open Vld ont gouverné sans la N-VA, ils ont progressé en voix et en sièges; deux, si l'arc-en-ciel devait être rejeté, les élections anticipées referaient surface. Or, ces deux partis ne sont sûrement pas les mieux armés pour y faire face. SIMS